

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1331

[C — 2004/27017]

1^{er} AVRIL 2004. — Décret relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du Conseil régional wallon et des membres du Gouvernement wallon (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « commission de contrôle » : la commission de contrôle créée par l'article 2 du présent décret et chargée du contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des membres du Conseil régional wallon et des communications;

2° « communication » : les communications et campagnes d'information du président du Conseil régional wallon, du Gouvernement wallon, d'un ou de plusieurs de ses membres, quel que soit le support médiatique, destinées au public, auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative et qui sont financées directement ou indirectement par des fonds publics;

3° « parti politique » : l'association de personnes physiques, dotée ou non de la personnalité juridique, qui participe aux élections prévues par la Constitution, la loi, le décret et l'ordonnance, qui présente des candidats à ces élections et qui, dans les limites de la Constitution, de la loi, du décret et de l'ordonnance, tente d'influencer l'expression de la volonté populaire de la manière définie dans ses statuts ou son programme;

4° « la loi du 19 mai 1994 » : la loi réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques;

5° « le président du bureau principal de la circonscription électorale » : le président du bureau principal institué pour chaque circonscription électorale, tel que visé par l'article 26^{quater} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 2. Il est institué une commission de contrôle composée de membres du Conseil régional wallon et présidée par le président du Conseil régional wallon.

Le Conseil régional wallon prévoit dans son règlement les mesures qu'il juge utiles pour assurer l'exécution du présent décret.

CHAPITRE II. — *Contrôle des dépenses électorales pour les élections du Conseil régional wallon*

Art. 3. Les rapports rédigés par les présidents des bureaux principaux des circonscriptions électorales, visés à l'article 94^{ter}, § 2, du Code électoral, sont adressés au président de la commission de contrôle.

Art. 4. La commission de contrôle peut se faire assister dans l'exercice de sa mission de contrôle des dépenses électorales par la Cour des comptes.

Art. 5. § 1^{er}. La commission de contrôle statue, dans les cent quatre-vingts jours qui suivent la date des élections, dans le respect des droits de la défense et après avoir éventuellement requis l'assistance de la Cour des comptes conformément à l'article 4, sur l'exactitude et l'exhaustivité de chaque rapport des présidents des bureaux principaux des circonscriptions électorales.

Elle peut, à cette fin, demander toutes les informations complémentaires qui seraient nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

§ 2. Le rapport final de la commission de contrôle mentionne :

1° par parti politique, le montant total des dépenses électorales engagées pour ce parti et, par circonscription électorale, le montant total des dépenses électorales engagées pour chaque liste, le total des dépenses pour tous les candidats de cette liste et pour chaque élu séparément;

2° toute infraction aux dispositions des articles 2 et 5 de la loi du 19 mai 1994.

§ 3. Le président du Conseil régional wallon transmet sans délai le rapport final de la commission de contrôle aux services du *Moniteur belge*, qui le publie dans les trente jours de sa réception.

Art. 6. Un parti politique perd, pendant la période suivante, déterminée par la commission de contrôle, et dont la durée ne peut être inférieure à deux mois ni supérieure à huit mois, le droit au financement complémentaire institué par le Conseil régional wallon, lorsque ces faits sont imputables au parti politique :

1° lorsque la déclaration prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 19 mai 1994 n'est pas déposée;

2° en cas de dépassement du montant maximal visé à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 19 mai 1994;

3° en cas d'infraction aux interdictions prévues à l'article 5, § 1^{er}, 1° et 2°, de la loi du 19 mai 1994.

Art. 7. § 1^{er}. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros, ou d'une de ces peines seulement :

1° quiconque aura fait des dépenses ou pris des engagements en matière de propagande électorale sans en aviser le président du bureau principal de la circonscription électorale concerné;

2° quiconque aura sciemment fait des dépenses ou pris des engagements en matière de propagande électorale dépassant les montants maximaux prévus à l'article 2, § 2, de la loi du 19 mai 1994;

3° quiconque aura omis de déclarer ses dépenses électorales et/ou l'origine des fonds dans le délai prévu par l'article 116, § 6, alinéa 1^{er}, 2°, du Code électoral;

4° quiconque n'aura pas respecté les dispositions prévues à l'article 5 de la loi du 19 mai 1994.

§ 2. Toute infraction prévue au paragraphe 1^{er} est passible de poursuites soit à l'initiative du procureur du Roi, soit sur plainte de la commission de contrôle ou de toute autre personne justifiant d'un intérêt.

§ 3. Le délai pour l'exercice du droit d'initiative du procureur du Roi et l'introduction des plaintes ou la formulation des dénonciations en ce qui concerne les infractions visées au paragraphe 1^{er} expire le deux centième jour suivant les élections.

En ce qui concerne les dénonciations faites par la commission de contrôle, le procureur du Roi dispose en toute hypothèse, pour l'exercice de l'action publique, d'un délai de trente jours à compter de la réception de la dénonciation.

Le procureur du Roi transmet à la commission de contrôle une copie des plaintes qui n'émanent pas de cette dernière, dans les huit jours de leur réception. Le procureur du Roi avise la commission de contrôle, dans le même délai, de sa décision d'engager des poursuites relatives aux faits visés au paragraphe 1^{er}.

Dans les trente jours de la réception de la copie des plaintes introduites ou de la décision d'engager des poursuites, la commission de contrôle rend au procureur du Roi un avis motivé sur les plaintes et poursuites dont elle a été informée par le procureur du Roi conformément à l'alinéa précédent.

Le délai d'avis suspend les poursuites.

§ 4. Toute personne ayant introduit une plainte ou intenté une action qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire est établie sera punie d'une amende de 50 à 500 euros.

CHAPITRE III. — *Contrôle des communications*

Art. 8. § 1^{er}. La commission de contrôle est tenue de contrôler toutes les communications.

§ 2. Le président du Conseil régional wallon, le Gouvernement wallon ou un ou plusieurs de ses membres qui souhaitent lancer une communication visée au paragraphe 1^{er} doivent déposer, préalablement à la diffusion, une note de synthèse auprès de la commission de contrôle.

Cette note reprend le contenu et les motifs de la communication, les moyens utilisés, le coût total et les firmes consultées.

Dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la note de synthèse, la commission de contrôle rend un avis non contraignant.

L'avis est négatif dans le cas où la communication vise, en tout ou en partie, la promotion de l'image personnelle du président du Conseil régional wallon ou d'un ou de plusieurs membres du Gouvernement wallon ou de l'image d'un parti politique.

Dans le cas où la commission de contrôle n'a pas rendu son avis dans le délai de quinze jours, l'avis est réputé positif.

§ 3. Dans les quinze jours qui suivent la parution ou la diffusion de la communication, à la demande d'un quart de ses membres, la commission de contrôle se saisit du dossier pour lequel un avis négatif a été rendu.

La commission de contrôle est également saisie selon la même procédure dans le cas où le contenu de la communication exposé dans la note de synthèse a été modifié.

§ 4. Dans le cas où la communication vise à promouvoir l'image personnelle du président du Conseil régional wallon ou d'un ou de plusieurs membres du Gouvernement wallon ou l'image d'un parti politique, la commission de contrôle applique les sanctions selon les modalités suivantes :

- pour une première contravention : un blâme au contrevenant avec parution dans la presse;
- pour une deuxième contravention : imputation du quart du coût total de la communication au contrevenant;
- pour une troisième contravention : imputation des trois quarts du coût total de la communication au contrevenant;
- pour une quatrième contravention et les suivantes : imputation de la totalité du coût total de la communication au contrevenant.

L'imputation visée à l'alinéa précédent porte sur les dépenses électorales des intéressés lors des prochaines élections auxquelles ils se présentent.

Dans le cas où l'avis de la commission de contrôle, tel que prévu par le présent article, n'aura pas été demandé, le coût de la communication est de plein droit imputé sur les dépenses électorales des intéressés lors des prochaines élections auxquelles ils se présentent. Pour ce faire, la commission de contrôle se saisit d'office.

La décision motivée de la commission de contrôle est rendue dans le mois qui suit la saisine, dans le respect des droits de la défense.

La décision de la commission de contrôle est prise à la majorité simple de ses membres.

Cette décision est communiquée aux intéressés dans les sept jours qui suivent.

Elle est publiée au *Moniteur belge*.

§ 5. Les délais prévus aux paragraphes 3 et 4 sont suspendus lorsque le Conseil régional wallon est ajourné, quand la session est close et pendant les vacances parlementaires. Pour les vacances d'été, les délais sont suspendus à partir du dernier jour de séance plénière précédant celles-ci et jusqu'au 31 août.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 9. La commission de contrôle arrête son règlement, qui est publié au *Moniteur belge*.

CHAPITRE V. — *Disposition abrogatoire et entrée en vigueur*

Art. 10. Le décret du 25 avril 2002 et le décret du 11 mars 2004 sont abrogés.

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Document du Conseil 690 (2003-2004) n° 1. Rapport oral.

Compte rendu intégral. Séance publique du 1^{er} avril 2004. Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1331

[C — 2004/27017]

1. APRIL 2004 — Dekret zur Einführung der Kontrolle der für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats eingesetzten Wahlausgaben sowie der Kontrolle der Mitteilungen des Vorsitzenden des Wallonischen Regionalrats und der Mitglieder der Wallonischen Regierung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° «Kontrollkommission»: die Kontrollkommission, die durch Artikel 2 des vorliegenden Dekrets eingesetzt wird und die mit der Kontrolle der für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats eingesetzten Wahlausgaben und der Mitteilungen beauftragt wird;

2° «Mitteilung»: die für die Öffentlichkeit bestimmten Mitteilungen und Informationskampagnen des Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, eines bzw. mehrerer ihrer Mitglieder, welches das Kommunikationsmittel auch sein mag, zu denen sie nicht aufgrund einer gesetzlichen oder verwaltungsmäßigen Bestimmung verpflichtet sind und die direkt oder indirekt durch öffentliche Mittel finanziert sind;

3° «politische Partei»: die Vereinigung von natürlichen Personen mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, die an den durch die Verfassung, das Gesetz, das Dekret und die Ordonnanz vorgesehenen Wahlen teilnimmt, die Kandidaten bei diesen Wahlen aufstellt und die in den Grenzen der Verfassung, des Gesetzes, des Dekrets oder der Ordonnanz versucht, den Ausdruck des Willens des Volkes, so wie in ihren Statuten oder ihrem Programm bestimmt, zu beeinflussen;

4° «das Gesetz vom 19. Mai 1994»: Gesetz über die Regelung der Wahlkampagnen, über die Einschränkung und Kontrolle der für die Wahlen des Rates der Wallonischen Region, des Flämischen Rates, des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt und des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingesetzten Wahlausgaben, und zur Festlegung des Kriteriums für die Kontrolle der offiziellen Mitteilungen der öffentlichen Behörden;

5° «der Vorsitzende des Hauptwahlvorstandes des Wahlkreises»: der gemäß Artikel 26 quater des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen für jeden Wahlkreis bestimmte Vorsitzende des Hauptwahlvorstandes.

Art. 2 - Es wird eine Kontrollkommission eingesetzt, die aus Mitgliedern des Wallonischen Regionalrats besteht und deren Vorsitz durch den Vorsitzenden des Wallonischen Regionalrats geführt wird.

Der Wallonische Regionalrat sieht in seiner Regelung die Maßnahmen vor, die er zwecks der Durchführung des vorliegenden Dekrets für notwendig erachtet.

KAPITEL II — Kontrolle der für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats eingesetzten Wahlausgaben

Art. 3 - Die durch die Vorsitzenden der Hauptwahlvorstände der Wahlkreise verfassten Berichte, die in Artikel 94ter, § 2 des Wahlgesetzbuches erwähnt sind, werden an den Vorsitzenden der Kontrollkommission gerichtet.

Art. 4 - Die Kontrollkommission ist berechtigt, sich bei der Ausübung ihrer Aufgabe betreffend die Kontrolle der Wahlausgaben durch den Rechnungshof beistehen zu lassen.

Art. 5 - § 1. Die Kontrollkommission trifft spätestens hundertachtzig Tage nach dem Datum der Wahlen unter Berücksichtigung des Rechts der Verteidigung und nachdem sie ggf. gemäß Artikel 4 den Beistand des Rechnungshofs beantragt hat eine Entscheidung über die Genauigkeit und die Vollständigkeit jedes Berichts der Vorsitzenden der Hauptwahlvorstände der Wahlkreise.

Zu diesem Zweck kann sie alle zusätzlichen Informationen einfordern, die sich zur Durchführung ihrer Aufgaben als notwendig erweisen könnten.

§ 2. Der Schlussbericht der Kontrollkommission erwähnt:

1° für jede politische Partei: den Gesamtbetrag der für diese Partei getätigten Wahlausgaben und für jeden Wahlkreis den Gesamtbetrag der für jede Liste getätigten Wahlausgaben, die Summe der Ausgaben für alle Kandidaten dieser Liste und für jeden gewählten Kandidaten einzeln;

2° jeglichen Verstoß gegen die Bestimmungen der Artikel 2 und 5 des Gesetzes vom 19. Mai 1994.

§ 3. Der Vorsitzende des Wallonischen Regionalrats übermittelt den Schlussbericht der Kontrollkommission unverzüglich an die Dienststellen des Belgischen Staatsblattes, die diesen innerhalb dreißig Tagen nach Empfang veröffentlichen.

Art. 6 - Eine politische Partei verliert während des folgenden, durch die Kontrollkommission bestimmten Zeitraums, der nicht unter zwei Monaten und nicht über acht Monaten liegen darf, das Recht auf die durch den Wallonischen Regionalrat eingeführte Zusatzfinanzierung, wenn nachstehende Sachverhalte der politischen Partei zuzuschreiben sind:

1° wenn die in Artikel 6, Absatz 1, 2° des Gesetzes vom 19. Mai 1994 erwähnte Erklärung nicht eingereicht wurde;

2° bei Überschreiten des in Artikel 2, § 1, des Gesetzes vom 19. Mai 1994 erwähnten Höchstbetrags;

3° bei Verstoß gegen die in Artikel 5, § 1, 1° und 2 des Gesetzes vom 19. Mai 1994 erwähnten Verbote.

Art. 7 - § 1. Jeder:

1° der in Sachen Wahlpropaganda Ausgaben getätigt hat oder Verpflichtungen eingegangen ist, ohne den betroffenen Vorsitzenden des Hauptwahlvorstandes des Wahlkreises darüber zu informieren;

2° der in Sachen Wahlpropaganda wissentlich Ausgaben getätigt hat oder Verpflichtungen eingegangen ist, die die in Artikel 2, § 2 des Gesetzes vom 19. Mai 1994 vorgesehenen Höchstbeträge überschreiten;

3° der es versäumt, seine Wahlausgaben und/oder die Herkunft der Mittel innerhalb des in Artikel 116, § 6, Absatz 1, 2° des Wahlgesetzbuches erwähnten Zeitraums anzugeben;

4° der die in Artikel 5 des Gesetzes vom 19. Mai 1994 vorgesehenen Bestimmungen nicht beachtet hat,

wird mit einer achttägigen bis einmonatigen Gefängnisstrafe und mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

§ 2. Jeder in Paragraph 1 erwähnte Verstoß kann geahndet werden, entweder auf Veranlassung des Prokurators des Königs oder bei Beschwerde der Kontrollkommission oder jeder anderen Person, die ein Interesse bekundet.

§ 3. Die Frist für die Ausübung des Initiativrechts des Prokurators des Königs und die Einreichung der Beschwerden oder Äußerung der Anschuldigungen bezüglich der in Paragraph 1 erwähnten Verstöße läuft am zweihundertsten Tag nach den Wahlen ab.

Was die von der Kontrollkommission gemachten Anschuldigungen betrifft, verfügt der Prokurator des Königs für die Ausübung der Strafverfolgung auf jeden Fall über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang der Anschuldigung.

Der Prokurator des Königs übermittelt der Kontrollkommission innerhalb von acht Tagen nach Empfang eine Abschrift der Beschwerden, die nicht von ihr ausgehen. Innerhalb derselben Frist unterrichtet der Prokurator des Königs die Kontrollkommission innerhalb derselben Frist über seine Entscheidung, ein Strafverfahren einzuleiten bezüglich der in Paragraph 1 erwähnten Sachbestände.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der Abschrift der eingereichten Beschwerden oder der Entscheidung, ein Strafverfahren einzuleiten, gibt die Kontrollkommission dem Prokurator des Königs ein begründetes Gutachten ab über die Beschwerden und die Strafverfahren, über die sie gemäß des vorherigen Absatzes durch den Prokurator des Königs in Kenntnis gesetzt worden ist.

Die Frist für das Gutachten setzt das Verfahren aus.

§ 4. Jede Person, die eine Beschwerde oder eine Klage eingereicht hat, die sich als unbegründet erweist und für die eine Schädigungsabsicht nachgewiesen werden kann, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro belegt.

KAPITEL III — Kontrolle der Mitteilungen

Art. 8 - § 1. Die Kontrollkommission ist verpflichtet, die gesamten Mitteilungen zu kontrollieren.

§ 2. Der Vorsitzende des Wallonischen Regionalrats, die Wallonische Regierung oder ein bzw. mehrere ihrer Mitglieder, die eine im § 1 erwähnte Mitteilung herausgeben möchten, sind verpflichtet, vor ihrer Verbreitung eine Zusammenfassungsvermerkung bei der Kontrollkommission zu hinterlegen.

Diese Notiz umfasst den Inhalt und die Begründungen der Mitteilung, die benutzten Mittel, die Gesamtkosten und die zu Rate gezogenen Firmen.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Hinterlegung der Zusammenfassungsvermerkung gibt die Kontrollkommission ein unverbindliches Gutachten ab.

Das Gutachten ist negativ, wenn die Mitteilung ganz oder teilweise auf die Stärkung des Images des Vorsitzenden des Wallonischen Regionalrats oder eines bzw. mehrerer Mitglieder der Wallonischen Regierung oder des Images einer politischen Partei abzielt.

Wenn die Kontrollkommission ihr Gutachten innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nicht abgegeben hat, wird das Gutachten als positiv betrachtet.

§ 3. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Veröffentlichung oder der Verbreitung der Mitteilung befasst sich die Kontrollkommission auf Antrag eines Viertels ihrer Mitglieder mit der Akte, für die ein negatives Gutachten abgegeben wurde.

Die Kontrollkommission wird ebenfalls und auf die gleiche Weise befasst, wenn der Inhalt der Mitteilung, der in der Zusammenfassungsvermerkung dargestellt war, abgeändert worden ist.

§ 4. Wenn die Mitteilung auf die Stärkung des Images des Vorsitzenden des Wallonischen Regionalrats oder eines bzw. mehrerer Mitglieder der Regierung oder des Images einer politischen Partei abzielt, erlegt die Kontrollkommission die Strafen nach den folgenden Modalitäten auf:

- für eine erste Übertretung: Verweis an den Übertreter mit Veröffentlichung in der Presse;
- für eine zweite Übertretung: Anrechnung des Viertels der Gesamtkosten der Mitteilung zu Lasten des Übertreters;
- für eine dritte Übertretung: Anrechnung der drei Viertel der Gesamtkosten der Mitteilung zu Lasten des Übertreters;
- für eine vierte Übertretung und die folgenden Übertretungen: Anrechnung der Gesamtheit der Kosten der Mitteilung zu Lasten des Übertreters.

Die im vorstehenden Absatz erwähnte Anrechnung bezieht sich auf die Wahlausgaben der Betroffenen bei den nächsten Wahlen, zu denen sie sich stellen.

Falls das Gutachten der Kontrollkommission, wie in diesem Artikel vorgesehen, nicht beantragt worden ist, wird die Gesamtheit der Kosten der Mitteilung von Rechts wegen auf die Wahlausgaben der Betroffenen bei den nächsten Wahlen, zu denen sie sich stellen, angerechnet.

Zu diesem Zweck befasst sich die Kontrollkommission von Amts wegen damit.

Der begründete Beschluss der Kontrollkommission wird innerhalb des Monats, nachdem sie befasst wurde, unter Beachtung des Rechts der Verteidigung gefasst.

Der Beschluss der Kontrollkommission wird mit der einfachen Mehrheit ihrer Mitglieder gefasst.

Dieser Beschluss wird den Betroffenen innerhalb von den darauffolgenden sieben Tagen mitgeteilt.

Er wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

§ 5. Die in §§ 3 und 4 festgelegten Fristen werden ausgesetzt, wenn der Wallonische Regionalrat vertagt ist, wenn die Sitzungsperiode geschlossen ist und während der Parlamentsferien. Für die Sommerferien werden die Fristen ab dem letzten Plenarsitzungstage vor diesen Sommerferien und bis zum 31. August ausgesetzt.

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 9 - Die Kontrollkommission legt ihre Regelung fest, die im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

KAPITEL V — Aufhebungsbestimmung und Inkrafttreten

Art. 10 - Das Dekret vom 25. April 2002 und das Dekret vom 11. März 2004 werden aufgehoben.

Art. 11 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.
Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2003-2004.*

Dokumente des Rats 690(2003-2004), Nr.1.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 1. April 2004. Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1331

[C - 2004/27017]

1 APRIL 2004. — **Decreet tot instelling van de controle op de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de verkiezingen van de Waalse Gewestraad alsmede van de controle op de communicaties van de voorzitter van de Waalse Gewestraad en van de leden van de Waalse Regering (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Onder dit decreet wordt verstaan onder :

1° « controlecommissie » : de controlecommissie opgericht bij artikel 2 van dit decreet en belast met de controle op de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de verkiezingen van de leden van de Waalse Gewestraad en op de communicaties;

2° « communicatie » : de communicaties en voorlichtingscampagnes van de voorzitter van de Waalse Gewestraad, van de Waalse Regering, van één of meerdere van haar leden, ongeacht de mediadrager, die bestemd zijn voor het publiek, waartoe ze niet verplicht zijn krachtens een wettelijke of administratieve bepaling en die rechtstreeks of onrechtstreeks gefinancierd zijn met overheidsmiddelen;

3° « politieke partij » : de vereniging van natuurlijke personen, die de rechtspersoonlijkheid al dan niet bezit, die deelneemt aan de verkiezingen bepaald bij de Grondwet, de wet, het decreet en de ordonnantie, die kandidaten voordraagt met het oog op die verkiezingen en die, binnen de grenzen van de Grondwet, de wet, het decreet of de ordonnantie, de uitdrukking van de volkswil probeert te beïnvloeden op de wijze bepaald in haar statuten of programma;

4° « de wet van 19 mei 1994 » : de wet tot regeling van de verkiezingscampagne, betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en tot bepaling van het criterium van controle op de officiële communicaties van de openbare overheden;

5o « de voorzitter van het hoofdbureau van de kiesomschrijving » : de voorzitter van het hoofdbureau voor elke kiesomschrijving, zoals bedoeld bij artikel 26quater van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. »

Art. 2. Er wordt een controlecommissie opgericht, die bestaat uit leden van de Waalse Gewestraad en die wordt voorgezeten door de voorzitter van die Raad.

De Waalse Gewestraad bepaalt in zijn reglement de maatregelen die hij nodig acht voor de uitvoering van dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Controle op de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Waalse Gewestraad*

Art. 3. De verslagen opgemaakt door de voorzitters van de hoofdbureaus van de kiesomschrijvingen, bedoeld in artikel 94ter, § 2, van het Kieswetboek, worden gericht aan de voorzitter van de controlecommissie.

Art. 4. In de uitoefening van haar opdracht m.b.t. de controle op de verkiezingsuitgaven mag de controlecommissie zich laten bijstaan door het Rekenhof.

Art. 5. § 1. Binnen honderd tachtig dagen na de verkiezingsdatum beslist de controlecommissie met inachtneming van de rechten van de verdediging en nadat ze overeenkomstig artikel 4 eventueel is bijgestaan door het Rekenhof, over de nauwkeurigheid en de volledigheid van elk verslag van de voorzitters van de hoofdbureaus van de kiesomschrijvingen.

Daartoe kan zij alle aanvullende inlichtingen opvragen die nodig zouden zijn voor de vervulling van haar opdracht.

§ 2. Het eindverslag van de controlecommissie vermeldt :

1° per politieke partij, het totaalbedrag van de voor deze partij aangegane verkiezingsuitgaven en per kiesomschrijving, het totaalbedrag van de voor elke lijst aangegane verkiezingsuitgaven, het totaalbedrag van de uitgaven voor alle kandidaten uit deze lijst en voor elke verkozene afzonderlijk;

2° elke overtreding van de bepalingen van de artikelen 2 en 5 van de wet van 19 mei 1944.

§ 3. De voorzitter van de Waalse Gewestraad maakt onverwijld het eindverslag van de controlecommissie aan de diensten van het *Belgisch Staatsblad* over, waarna het binnen de dertig dagen na ontvangst ervan wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Tijdens de daaropvolgende periode die door de controlecommissie wordt bepaald en waarvan de duur niet minder mag bedragen dan twee maanden noch meer dan acht maanden, verliest een politieke partij het recht op aanvullende financiering ingesteld door de Waalse Gewestraad indien die feiten de politieke partij toegerekend kunnen worden :

1° indien de aangifte bedoeld in artikel 6, eerste lid, 2°, van de wet van 19 mei 1994 niet is ingediend;

2° bij overschrijding van het maximumbedrag bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet van 19 mei 1994;

3° bij overtreding van de verbodsbepalingen bedoeld in artikel 5, § 1, 1° en 2° van de wet van 19 mei 1994.

Art. 7. Bestraft wordt met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van 50 tot 500 euro of met één enkele van die straffen,

1° degene die uitgaven doet of verbintenissen aangaat voor verkiezingspropaganda zonder daarvan aan de voorzitter van het hoofdbureau van de betrokken kieskring mededeling te doen;

2° degene die opzettelijk uitgaven doet of verbintenissen aangaat voor verkiezingspropaganda voor hogere bedragen dan de maximumbedragen bedoeld in artikel 2, § 2, van de wet van 19 mei 1994;

3° degene die nagelaten heeft om zijn verkiezingsuitgaven en/of de herkomst van de geldmiddelen aan te geven binnen de termijn bepaald bij artikel 116, § 6, eerste lid, 2°, van het Kieswetboek.;

4° degene die de bepalingen van artikel 5 van de wet van 19 mei 1994 niet heeft nageleefd.

§ 2. Elke overtreding omschreven in paragraaf 1 kan worden vervolgd, hetzij op initiatief van de procureur des Konings, hetzij op grond van een klacht ingediend door de controlecommissie of door een persoon die van enig belang doet blijken.

§ 3. De termijn voor de uitoefening van het initiatiefrecht van de procureur des Konings en voor de indiening van klachten met betrekking tot de in paragraaf 1 omschreven overtredingen, verstrijkt de tweehonderdste dag na de verkiezingen.

Wat betreft de aanklachten ingediend door de controlecommissie beschikt de procureur des Konings in alle gevallen over een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanklacht voor de uitoefening van de strafvordering.

Van de niet door de controlecommissie ingediende klachten zendt de procureur des Konings, binnen acht dagen na ontvangst ervan, een afschrift aan de controlecommissie. Binnen dezelfde termijn geeft de procureur des Konings de controlecommissie kennis van zijn beslissing vervolging in te stellen met betrekking tot de in paragraaf 1 bedoelde feiten.

Binnen dertig dagen na ontvangst van het afschrift van de ingediende klachten of de beslissing tot vervolging brengt de controlecommissie aan de procureur des Konings een met redenen omkleed advies uit over de klachten en vervolgingen waarvan ze, overeenkomstig het vorige lid, door de procureur des Konings in kennis is gesteld.

De adviestermijn schorst de vervolgingen.

§ 4. Een ieder die een klacht heeft ingediend of een vordering heeft ingesteld die ongegrond blijken en waarvan vaststaat dat ze zijn ingediend of ingesteld met het oogmerk om te schaden, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.

HOOFDSTUK III. — *Controle op de communicaties*

Art. 8. § 1. De controlecommissie moet zorgen voor de controle op alle communicaties.

§ 2. De voorzitter van de Waalse Gewestraad, de Waalse Regering of één of meerdere van haar leden die een communicatie, zoals bedoeld in paragraaf 1, wensen te organiseren, moeten vóór de verspreiding daarvan een synthesesnota indienen bij de controlecommissie.

Die nota bevat de inhoud en de redenen van de communicatie, de gebruikte middelen, de totaalcost en de geraadpleegde firma's.

Binnen vijftien dagen na de indiening van de synthesesnota, geeft de controlecommissie een niet-bindend advies.

Het advies is negatief indien de communicatie, geheel of gedeeltelijk, de bevordering beoogt van het persoonlijk imago van de voorzitter van de Waalse Gewestraad of van één of meerdere leden van de Waalse Regering of van het imago van een politieke partij.

Indien de controlecommissie haar advies niet heeft uitgebracht binnen de termijn van vijftien dagen, wordt het advies geacht positief te zijn.

§ 3. Binnen vijftien dagen na de publicatie of de verspreiding van de communicatie wordt het dossier waarvoor een negatief advies werd gegeven, op aanvraag van een vierde van haar leden, aanhangig gemaakt bij de controlecommissie.

De zaak wordt ook aanhangig gemaakt bij de controlecommissie volgens dezelfde procedure indien wijzigingen zijn aangebracht in de inhoud van de communicatie, zoals die uiteengezet wordt in de synthesesnota.

§ 4. Indien de communicatie de bevordering beoogt van het persoonlijk imago van de voorzitter van de Waalse Gewestraad of van één of meerdere leden van de Waalse Regering of van het imago van een politieke partij, past de controlecommissie de straffen toe volgens de volgende modaliteiten :

- voor een eerste overtreding : een berisping aan de overtreder met publicatie in de pers;
- voor een tweede overtreding : aanrekening van het vierde van de totaalcost van de communicatie aan de overtreder;
- voor een derde overtreding : aanrekening van drie vierde van de totaalcost van de communicatie aan de overtreder;
- voor een vierde overtreding en volgende : aanrekening van de totaalcost van de overheidscommunicatie aan de overtreder.

De in het vorige lid bedoelde aanrekening betreft de verkiezingsuitgaven van betrokkenen bij de eerstvolgende verkiezingen waarvoor ze kandidaat zijn.

Indien het advies van de controlecommissie, zoals bepaald bij dit artikel, niet wordt aangevraagd, wordt de totaalcost van de communicatie van rechtswege aangerekend op de verkiezingsuitgaven van betrokkenen bij de eerstvolgende verkiezingen waarvoor ze kandidaat zijn. Daarvoor wordt de zaak van rechtswege aanhangig gemaakt bij de controlecommissie.

De gemotiveerde beslissing van de controlecommissie wordt gegeven binnen een maand na aanhangigmaking van de zaak, met inachtneming van de rechten van de verdediging.

De beslissing van de controlecommissie wordt bij gewone meerderheid genomen.

Die beslissing wordt binnen zeven dagen meegedeeld aan betrokkenen.

Ze wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 5. De in paragrafen 3 en 4 bedoelde termijnen worden geschorst als de Waalse Gewestraad wordt verdaagd, wanneer de zitting wordt gesloten en tijdens het reces. Tijdens het zomerreces worden de termijnen geschorst vanaf de dag van de laatste plenaire vergadering vóór het reces en tot 31 augustus.

HOOFDSTUK IV. — *Slofbepalingen*

Art. 9. De controlecommissie legt haar reglement vast, dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt

HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepaling en inwerkingtreding*

Art. 10. Het decreet van 25 april 2002 en het decreet van 11 maart 2004 worden opgeheven.

Art. 11. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad, 690 (2003-2004) nr. 1. Mondeling verslag.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 1 april 2004. Bespreking - Stemming.